



AVIS DE MARCHÉ INDIVIDUEL DE CONSULTANT

Date : 24 Février 2017

Pays : Tunisie

Description de la mission/tache : Assistance à l'élaboration du Projet en cybercriminalité en collaboration avec les différentes autorités ministérielles tunisiennes

Nom du projet : TUN-Z66 «Renforcement des capacités tunisiennes pour prévenir et combattre la cybercriminalité.»

Titre : Consultant National (1)

Contrat : Contrat Individuel (IC)

Durée : 90 jours ouvrables de travail en l'espace de six mois, qui débuteront dès la signature du contrat

Dernier Délai de soumission : Les propositions devraient être soumises par courriel avec le nom du projet dans la ligne d'objet à: procurement.eg@unodc.org copie à: patrick.boismenu@unodc.org au plus tard le 1 Avril 2017.

Toute demande de clarification doit être adressée par communication électronique standard aux adresses électroniques indiquées ci-dessus. L'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime répondra par courrier électronique standard et enverra une copie écrite de la réponse, y compris une explication de la demande sans identification de la source à tous les consultants.

Toute candidature reçue après l'heure et la date de dépôt indiquées ci-dessus sera rejetée.

1. Information Générale

Dans le cadre du Projet TUN Z66 : « Renforcement des capacités tunisiennes pour prévenir et combattre la cybercriminalité. », l'ONUDC Tunisie s'est engagé à accompagner le Ministère de la Justice, le Ministère de l'Intérieur ainsi que le Ministère des Technologies et des Communications dans le but de soutenir les capacités tunisiennes en matière de prévention et de lutte contre la cybercriminalité à travers l'apport d'une assistance technique basée sur l'évaluation et les outils d'assistance technique de l'ONUDC, conformément aux instruments légaux internationaux and aux standards des Nations Unies.

Cet objectif est atteint à travers : i) l'instauration de cadres légaux et institutionnels ; ii) le renforcement des capacités des autorités tunisiennes pour enquêter, poursuivre et juger efficacement les affaires liées à la cybercriminalité ; iii) la mise en place de mécanismes par les autorités tunisiennes pour une sensibilisation accrue du public, et le renforcement des pratiques de prévention de la cybercriminalité ; et iv) l'amélioration des mécanismes de coopération, de communication et d'échange d'information sur la cybercriminalité entre les autorités tunisiennes et les acteurs nationaux et internationaux concernés.

L'établissement de règles précises définissant clairement les responsabilités et les rôles respectifs de chaque acteur dans les enquêtes judiciaires est une condition préalable et indispensable au bon fonctionnement de tout système de justice pénale, le processus de contrôle et de direction des enquêtes devrait reposer à la fois sur un cadre établi de supervision et sur une coopération entre les différentes parties intervenant dans la chaîne pénale.

2. Tâches et Responsabilités

a) Objectif

Sous la supervision directe de l'Officier de Programme en Cybercriminalité, et en étroite collaboration avec le Chef de Bureau, le(la) consultant(e) procédera, avec l'appui de l'Officier de Programme en Cybercriminalité, à l'élaboration des différentes activités du projet auprès des Ministères impliqués.

b) Tâches

Le(la) consultant(e) aura à effectuer les tâches suivantes :

- 1) Évaluer les capacités actuelles des avocats de la défense et des procureurs concernant la cybercriminalité
- 2) Évaluer les capacités actuelles des juges et des membres du personnel judiciaire concernant la cybercriminalité
- 3) Évaluer le rôle actuel des organisations du secteur privé tunisien dans la prévention de la cybercriminalité et l'identification des besoins de soutien par l'ONUDC
- 4) Évaluer les instruments légaux existants sur l'accès à l'information pour les services d'enquête
- 5) Production d'un rapport exhaustif sur les cadres légal, réglementaire et institutionnel relatifs aux réponses de la justice pénale sur la cybercriminalité

- 6) Incorporer les commentaires de l'ONUDC dans le rapport et effectuer les changements nécessaires pour finaliser le rapport.
- 7) Organisation de réunions avec la direction du Ministère de la Justice (MJ) pour débattre des résultats et des recommandations de l'évaluation et préparer un plan d'intervention coordonné.
- 8) Organisation d'ateliers avec les praticiens de la justice pénale (juges, procureurs, avocats) pour débattre des lois proposées sur la cybercriminalité.
- 9) Mise à jour et traduction des modules relatifs aux preuves numériques afin de les inclure dans le programme de formation continue pour les procureurs, en renforcement des supports de formation existants.
- 10) Développement de formation et organisation de formation pour les procureurs généraux et les présidents des chambres d'accusation sur les dispositions de droit et de procédure pénales relatives à la cybercriminalité, ainsi que sur l'analyse et la présentation de preuves numériques (dont les considérations relatives à la chaîne de contrôle), en renforcement des supports de formation existants.
- 11) Préparation de modules de formation avancée et organisation de formation pour les procureurs spécialisés et les juges d'instruction sur les affaires complexes liées à la cybercriminalité, en portant une attention supplémentaire à la coopération internationale, aux techniques d'enquête, aux Droits de l'Homme et aux preuves complexes, en renforcement des supports de formation existants.
- 12) Production de lignes directrices nationales sur l'admissibilité des preuves, les peines, les lois et les garanties des Droits de l'Homme applicables aux affaires de cybercriminalité.
- 13) Développement de modules de formation de base relatifs à la cybercriminalité dans le programme de formation initiale des juges, en renforcement des supports de formation existants.
- 14) Développement de formation et organisation de formation pour le président de la cour d'appel sur le droit pénal et la procédure pénale relatifs à la cybercriminalité, ainsi que sur l'analyse et la présentation de preuves numériques (dont les considérations relatives à la chaîne de contrôle), en renforcement des supports de formation existants.

Livrable	Nbre de jours de travail	Délai
Évaluer les capacités actuelles des avocats de la défense et des procureurs concernant la cybercriminalité	5	Date de démarrage + 5 jours
Évaluer les capacités actuelles des juges et des membres du personnel judiciaire concernant la cybercriminalité	5	Date de démarrage + 10 jours

Évaluer le rôle actuel des organisations du secteur privé tunisien dans la prévention de la cybercriminalité et l'identification des besoins de soutien par l'ONUDC	10	Date de démarrage + 20 jours
Évaluer les instruments légaux existants sur l'accès à l'information pour les services d'enquête	5	Date de démarrage + 25 jours
Production d'un rapport exhaustif sur les cadres légal, réglementaire et institutionnel relatifs aux réponses de la justice pénale sur la cybercriminalité	8	Date de démarrage + 33 jours
Incorporer les commentaires de l'ONUDC dans le rapport et effectuer les changements nécessaires pour finaliser le rapport.	2	Date de démarrage + 35 jours
Organisation de réunions avec la direction du Ministère de la Justice (MJ) pour débattre des résultats et des recommandations de l'évaluation et préparer un plan d'intervention coordonné.	3	Date de démarrage + 38 jours
Organisation d'ateliers avec les praticiens de la justice pénale (juges, procureurs, avocats) pour débattre des lois proposées sur la cybercriminalité.	2	Date de démarrage + 40 jours
Mise à jour et traduction des modules relatifs aux preuves numériques afin de les inclure dans le programme de formation continue pour les procureurs, en renforcement des supports de formation existants.	10	Date de démarrage + 50 jours
Développement de formation et organisation de formation pour les procureurs généraux et les présidents des chambres d'accusation sur les dispositions de droit et de procédure pénales relatives à la cybercriminalité, ainsi que sur l'analyse et la présentation de preuves numériques (dont les considérations relatives à la chaîne de contrôle), en renforcement	10	Date de démarrage + 60 jours

des supports de formation existants.		
Préparation de modules de formation avancée et organisation de formation pour les procureurs spécialisés et les juges d'instruction sur les affaires complexes liées à la cybercriminalité, en portant une attention supplémentaire à la coopération internationale, aux techniques d'enquête, aux Droits de l'Homme et aux preuves complexes, en renforcement des supports de formation existants.	8	Date de démarrage + 68 jours
Production de lignes directrices nationales sur l'admissibilité des preuves, les peines, les lois et les garanties des Droits de l'Homme applicables aux affaires de cybercriminalité.	8	Date de démarrage + 76 jours
Développement de modules de formation de base relatifs à la cybercriminalité dans le programme de formation initiale des juges, en renforcement des supports de formation existants.	7	Date de démarrage + 83 jours
Développement de formation et organisation de formation pour le président de la cour d'appel sur le droit pénal et la procédure pénale relatifs à la cybercriminalité, ainsi que sur l'analyse et la présentation de preuves numériques (dont les considérations relatives à la chaîne de contrôle), en renforcement des supports de formation existants.	7	Date de démarrage + 90 jours
Total journées de travail:	90	

c) Méthodologie de travail

Les tâches mentionnées ci-dessus seront effectuées par le(la) consultant(e) en utilisant ses compétences analytiques en matière de justice et devra également se baser sur les outils d'évaluations et formation fournies par l'ONUSC.

d) Composition de l'équipe

Le(la) consultant(e) travaillera en étroite collaboration avec l'équipe du projet ;

Les produits de cette consultation seront labélisés ONUDC. Ils sont la propriété exclusive de l'ONUDC. Le(la) consultant(e) ne publiera ni ne fera publier, sous quelque forme que ce soit, les produits de cette mission.

Le(la) consultant(e) sera seul(e) responsable de la qualité technique de son travail et de la réalisation dans les délais adéquats des tâches assignées.

3. Dates et détails des prestations et paiements

La mission sera effectuée sous la direction et le contrôle du Coordinateur International de Programme et en étroite collaboration avec l'Officier International de Programme en Cybercriminalité en Tunisie. Le consultant aura accès, lorsqu'il le souhaite, à la documentation pertinente de l'ONUDC et ce, afin de mener à bien ses tâches.

Prestation	Description de la tâche (prestation)	A accomplir pour le (date)	Paiement (% du montant total)
A	Évaluation et production de rapport sur les instruments légaux existants et sur les connaissances actuelles en cybercriminalité	Date démarrage + 60 jours	35 %
B	Sensibilisation des acteurs de la justice en matière de cybercriminalité.	Date démarrage + 120 jours	35 %
C	Développement des formations à l'attention des acteurs de la justice en matière de cybercriminalité.	Date démarrage + 180 jours	30%

4. Aptitudes et compétences exigées

Les candidat(e)s doivent remplir les conditions suivantes :

Compétences liées au système des Nations Unies :

- Manifeste l'engagement à la mission, la vision et les valeurs de l'ONUDC ;
- Révèle une sensibilité et une adaptabilité quant aux questions de culture, genre, religion, race, nationalité et âge.

Compétences fonctionnelles :

Education :

- Etre titulaire d'au moins un master en droit.

Expérience:

- Au moins 10 ans d'expérience professionnelle dans le domaine du droit pénal en tant qu'universitaire et/ou praticien
- Une connaissance du cadre juridique régissant les activités de l'enquête judiciaire
- Une connaissance du cadre organisationnel régissant les responsabilités et rôles respectifs dans les enquêtes judiciaires

- Expérience en matière de droits de l'homme et/ou du droit international général
- Expérience avec des organismes onusiens est un atout

Connaissance linguistique :

- Aisance dans la communication écrite et orale en arabe et en français, avec d'excellentes compétences de rédaction.

5. Documents exigés pour la soumission de la candidature.

Les consultant(e)s intéressé(e)s doivent présenter les documents / informations suivants :

- 1) Une lettre de motivation
- 2) Une proposition méthodologique
- 3) Une proposition financière
- 4) Un Curriculum Vitae ainsi que le formulaire P11, précisant trois références ;

Les consultant(e)s devront faire parvenir une offre financière sur la base d'un taux journalier d'honoraires incluant tous ses frais (tout compris) comme suit :

Honoraire journalier	Durée de la mission	Rémunération globale
TND	90 jours	Honoraires journaliers * 90 jours

Le paiement des honoraires sera effectué en fonction des prestations A, B et C indiquées ci-haut dans le document.

6. Evaluation

Les critères de sélection permettant d'évaluer l'offre sont ceux utilisés par le PNUD et seront les suivants :

- 70% pour les qualifications techniques (Nt)

Critères	%	Max. Points
Technique	70%	100
Critère A	L'expérience professionnelle dans le domaine du droit pénal : 5 ans à 10 ans 10 points 10 ans à 15 ans 25 points 15+ ans..... 40 points	40
Critère B	La méthodologie de travail relative à la réalisation de la consultation : Publications multiples sur le droit pénal Tunisien..... 10 points Publications multiples sur le droit pénal Tunisien et Formateur..... 25 points Publications multiples sur le droit pénal	40

	Tunisien, Conférencier et formateur avancé..... 40 points	
Critère C	La connaissance du cadre juridique régissant les activités de la Cybercriminalité : Connaissances basiques..... 5 points Connaissances intermédiaire..... 10 points Connaissances avancées..... 20 points	20

- 30% pour l'offre financière.

Après vérification de l'adéquation entre les propositions financières et techniques, chaque offre financière (F) recevra une note financière (Nf) calculée par comparaison avec la proposition financière la moins disant (Fm) de la manière suivante : $NF = 100 \times Fm / F$ (F étant le prix de la proposition financière).

Pour finir, les propositions seront ensuite classées en fonction de la note totale pondérée : Note Globale = $0,7XNt + 0,3XNf$. L'Offre sera adjudgée à l'égard de la soumission ayant obtenu la note totale pondérée la plus élevée tout en tenant compte des principes généraux du PNUD (coût et efficacité). Le PNUD ne s'engage en aucun cas à choisir forcément le Consultant offrant le plus bas prix.

(Seul(e)s les candidat(e)s retenu(e)s seront contacté(e)s).

ANNEXE 1- TERMES DE REFERENCES (TdR)

ANNEXE 2- CONDITIONS GÉNÉRALES DE CONSULTANT INDIVIDUEL

ANNEXE 1

Termes de Référence

Titre : Consultant National

Contrat: Contrat Individuel (IC)

Duration : 90 jours ouvrables de travail en l'espace de six mois, qui débiteront dès la signature du contrat

Lieu de travail : Tunis, Tunisie

1. Information Générale

Dans le cadre du Projet TUN Z66 : « Renforcement des capacités tunisiennes pour prévenir et combattre la cybercriminalité. », l'ONUDC Tunisie s'est engagé à accompagner le Ministère de la Justice, le Ministère de l'Intérieur ainsi que le Ministère des Technologies et des Communications dans le but de soutenir les capacités tunisiennes en matière de prévention et de lutte contre la cybercriminalité à travers l'apport d'une assistance technique basée sur l'évaluation et les outils d'assistance technique de l'ONUDC, conformément aux instruments légaux internationaux and aux standards des Nations Unies.

Cet objectif est atteint à travers : i) l'instauration de cadres légaux et institutionnels ; ii) le renforcement des capacités des autorités tunisiennes pour enquêter, poursuivre et juger efficacement les affaires liées à la cybercriminalité ; iii) la mise en place de mécanismes par les autorités tunisiennes pour une sensibilisation accrue du public, et le renforcement des pratiques de prévention de la cybercriminalité ; et iv) l'amélioration des mécanismes de coopération, de communication et d'échange d'information sur la cybercriminalité entre les autorités tunisiennes et les acteurs nationaux et internationaux concernés.

L'établissement de règles précises définissant clairement les responsabilités et les rôles respectifs de chaque acteur dans les enquêtes judiciaires est une condition préalable et indispensable au bon fonctionnement de tout système de justice pénale, le processus de contrôle et de direction des enquêtes devrait reposer à la fois sur un cadre établi de supervision et sur une coopération entre les différentes parties intervenant dans la chaîne pénale.

2. Tâches et Responsabilités

a) Objectif

Sous la supervision directe de l'Officier de Programme en Cybercriminalité, et en étroite collaboration avec le Chef de Bureau, le(la) consultant(e) procédera, avec l'appui de l'Officier de Programme en Cybercriminalité, à l'élaboration des différentes activités du projet auprès des Ministères impliqués.

b) Tâches

Le(la) consultant(e) aura à effectuer les tâches suivantes :

- 1) Évaluer les capacités actuelles des avocats de la défense et des procureurs concernant la cybercriminalité
- 2) Évaluer les capacités actuelles des juges et des membres du personnel judiciaire concernant la cybercriminalité
- 3) Évaluer le rôle actuel des organisations du secteur privé tunisien dans la prévention de la cybercriminalité et l'identification des besoins de soutien par l'ONUDC
- 4) Évaluer les instruments légaux existants sur l'accès à l'information pour les services d'enquête
- 5) Production d'un rapport exhaustif sur les cadres légal, réglementaire et institutionnel relatifs aux réponses de la justice pénale sur la cybercriminalité
- 6) Incorporer les commentaires de l'ONUDC dans le rapport et effectuer les changements nécessaires pour finaliser le rapport.
- 7) Organisation de réunions avec la direction du Ministère de la Justice (MJ) pour débattre des résultats et des recommandations de l'évaluation et préparer un plan d'intervention coordonné.
- 8) Organisation d'ateliers avec les praticiens de la justice pénale (juges, procureurs, avocats) pour débattre des lois proposées sur la cybercriminalité.
- 9) Mise à jour et traduction des modules relatifs aux preuves numériques afin de les inclure dans le programme de formation continue pour les procureurs, en renforcement des supports de formation existants.
- 10) Développement de formation et organisation de formation pour les procureurs généraux et les présidents des chambres d'accusation sur les dispositions de droit et de procédure pénales relatives à la cybercriminalité, ainsi que sur l'analyse et la présentation de preuves numériques (dont les considérations relatives à la chaîne de contrôle), en renforcement des supports de formation existants.
- 11) Préparation de modules de formation avancée et organisation de formation pour les procureurs spécialisés et les juges d'instruction sur les affaires complexes liées à la cybercriminalité, en portant une attention supplémentaire à la coopération internationale, aux techniques d'enquête, aux Droits de l'Homme et aux preuves complexes, en renforcement des supports de formation existants.
- 12) Production de lignes directrices nationales sur l'admissibilité des preuves, les peines, les lois et les garanties des Droits de l'Homme applicables aux affaires de cybercriminalité.
- 13) Développement de modules de formation de base relatifs à la cybercriminalité dans le programme de formation initiale des juges, en renforcement des supports de formation existants.
- 14) Développement de formation et organisation de formation pour le président de la cour d'appel sur le droit pénal et la procédure pénale relatifs à la cybercriminalité, ainsi que sur

l'analyse et la présentation de preuves numériques (dont les considérations relatives à la chaîne de contrôle), en renforcement des supports de formation existants.

c) Méthodologie de travail

Les tâches mentionnées ci-dessus seront effectuées par le(la) consultant(e) en utilisant ses compétences analytiques en matière de justice et devra également se baser sur les outils d'évaluations et formation fournies par l'ONUDC.

d) Composition de l'équipe

Le(la) consultant(e) travaillera en étroite collaboration avec l'équipe du projet ;

Les produits de cette consultation seront labélisés ONUDC. Ils sont la propriété exclusive de l'ONUDC. Le(la) consultant(e) ne publiera ni ne fera publier, sous quelque forme que ce soit, les produits de cette mission.

Le(la) consultant(e) sera seul(e) responsable de la qualité technique de son travail et de la réalisation dans les délais adéquats des tâches assignées.

3. Dates et détails des prestations et paiements

La mission sera effectuée sous la direction et le contrôle du Coordinateur International de Programme et en étroite collaboration avec l'Officier International de Programme en Cybercriminalité en Tunisie. Le consultant aura accès, lorsqu'il le souhaite, à la documentation pertinente de l'ONUDC et ce, afin de mener à bien ses tâches.

Prestation	Description de la tâche (prestation)	A accomplir pour le (date)	Paiement (% du montant total)
A	Évaluation et production de rapport sur les instruments légaux existants et sur les connaissances actuelles en cybercriminalité	Date démarrage + 60 jours	35 %
B	Sensibilisation des acteurs de la justice en matière de cybercriminalité.	Date démarrage + 120 jours	35 %
C	Développement des formations à l'attention des acteurs de la justice en matière de cybercriminalité.	Date démarrage + 180 jours	30%

4. Aptitudes et compétences exigées

Les candidat(e)s doivent remplir les conditions suivantes :

Compétences liées au système des Nations Unies :

- Manifeste l'engagement à la mission, la vision et les valeurs de l'ONUDC ;
- Révèle une sensibilité et une adaptabilité quant aux questions de culture, genre, religion, race, nationalité et âge.

Compétences fonctionnelles :

Education :

- Etre titulaire d'au moins un master en droit.

Expérience:

- Au moins 10 ans d'expérience professionnelle dans le domaine du droit pénal en tant qu'universitaire et/ou praticien
- Une connaissance du cadre juridique régissant les activités de l'enquête judiciaire
- Une connaissance du cadre organisationnel régissant les responsabilités et rôles respectifs dans les enquêtes judiciaires
- Expérience en matière de droits de l'homme et/ou du droit international général
- Expérience avec des organismes onusiens est un atout

Connaissance linguistique :

- Aisance dans la communication écrite et orale en arabe et en français, avec d'excellentes compétences de rédaction.

ANNEX 2

INDIVIDUAL CONSULTANT GENERAL TERMS AND CONDITIONS

1. LEGAL STATUS

The Individual contractor shall have the legal status of an independent contractor vis-à-vis the United Nations Development Programme (UNDP), and shall not be regarded, for any purposes, as being either a “staff member” of UNDP, under the UN’ Staff Regulations and Rules, or an “official” of UNDP, for purposes of the Convention on the Privileges and Immunities of the United Nations, adopted by the General Assembly of the United Nations on 13 February 1946. Accordingly, nothing within or relating to the Individual Contract shall establish the relationship of employer and employee, or of principal and agent, between UNDP and the Individual contractor. The officials, representatives, employees or subcontractors of UNDP and of the Individual contractor, if any, shall not be considered in any respect as being the employees or agents of the other, and UNDP and the Individual contractor shall be solely responsible for all claims arising out of or relating to its engagement of such persons or entities.

2. STANDARDS OF CONDUCT

In General: The Individual contractor shall neither seek nor accept instructions from any authority external to UNDP in connection with the performance of its obligations under the Individual Contract. Should any authority external to UNDP seek to impose any instructions on the Individual Contract regarding the Individual contractor’s performance under the Individual Contract, the Individual contractor shall promptly

notify UNDP and shall provide all reasonable assistance required by UNDP. The Individual contractor shall not take any action in respect of its performance of the Individual Contract or otherwise related to its obligations under the Individual Contract that may adversely affect the interests of UNDP, and the Individual contractor shall perform its obligations under the Individual Contract with the fullest regard to the interests of UNDP. The Individual contractor warrants that it has not and shall not offer any direct or indirect benefit arising from or related to the performance of the Individual Contract or the award thereof to any representative, official, employee or other agent of UNDP. The Individual contractor shall comply with all laws, ordinances, rules and regulations bearing upon the performance of its obligations under the Individual Contract. In the performance of the Individual Contract the Individual contractor shall comply with the standards of conduct set in the Secretary General’s Bulletin ST/SGB/2002/9 of 18 June 2002, entitled “Regulations Governing the Status, Basic Rights and Duties of Officials other than Secretariat Officials, and Expert on Mission”.

The individual contractor must comply with all Security Directives issued by UNDP. Failure to comply with such security directives is grounds for termination of the Individual contractor for cause. Prohibition of Sexual Exploitation and Abuse: In the performance of the Individual Contract, the Individual contractor shall comply with the standards of conduct set forth in the Secretary-General’s bulletin ST/SGB/2003/13 of 9 October 2003, concerning “Special measures for protection from sexual exploitation and sexual abuse”. In particular, the Individual contractor shall not engage in any conduct that would constitute sexual exploitation or sexual abuse, as defined in that bulletin. The Individual contractor acknowledges and agrees that any breach of any of the provisions hereof shall constitute a breach of an essential term of the Individual Contract, and, in addition to any other legal rights or remedies available to any person, shall give rise to grounds for termination of the Individual Contract. In addition, nothing herein shall limit the right of UNDP to refer any alleged breach of the foregoing standards of conduct to the relevant national authorities for appropriate legal action.

3. TITLE RIGHTS, COPYRIGHTS, PATENTS AND OTHER PROPRIETARY RIGHTS

Title to any equipment and supplies that may be furnished by UNDP to the Individual contractor for the performance of any obligations under the Individual Contract shall rest with UNDP, and any such equipment shall be returned to UNDP at the conclusion of the Individual Contract or when no longer needed by the Individual contractor. Such equipment, when returned to UNDP, shall be in the same condition as when delivered to the Individual contractor, subject to normal wear and tear, and the Individual contractor shall be liable to compensate UNDP for any damage or degradation of the equipment that is beyond normal wear and tear. UNDP shall be entitled to all intellectual property and other proprietary rights, including, but not limited to, patents, copyrights and trademarks, with regard to products, processes, inventions, ideas, know-how or documents and other materials which the Individual contractor has developed for UNDP under the Individual Contract and which bear a direct relation to or are produced or prepared or collected in consequence of, or during the course of, the performance of the Individual Contract, and the Individual contractor acknowledges and agrees that such products, documents and other materials constitute works made for hire for UNDP. However, to the extent that any such intellectual property or other proprietary rights consist of any intellectual property or other proprietary rights of the Individual contractor: (a) that pre-existed the performance by the Individual contractor of its obligations under the Individual Contract, or (b) that the Individual contractor may develop or acquire, or may have developed or acquired, independently of the performance of its obligations under the Individual Contract, UNDP does not and shall not claim any ownership interest thereto, and the Individual contractor grants to UNDP a perpetual licence to use such intellectual property or other proprietary right solely for the purposes of and in accordance with the requirements of the Contract. At the request of UNDP, the Individual contractor shall take all necessary steps, execute all necessary documents and generally assist in securing such proprietary rights and transferring or licensing them to UNDP in compliance with the requirements of the applicable law and of the Individual Contract. Subject to the foregoing provisions, all maps, drawings, photographs, mosaics, plans, reports, estimates, recommendations, documents and all other data compiled by or received by the Individual contractor under the Individual Contract shall be the property of UNDP, shall be made available for use or inspection by UNDP at reasonable times and in reasonable places, shall be treated as confidential and shall be delivered only to UNDP authorized officials on completion of work under the Individual Contract.

4. CONFIDENTIAL NATURE OF DOCUMENTS AND INFORMATION

Information and data that are considered proprietary by either UNDP or the Individual contractor or that are delivered or disclosed by one of them ("Discloser") to the other ("Recipient") during the course of performance of the Individual Contract, and that are designated as confidential ("Information"), shall be held in confidence and shall be handled as follows. The Recipient of such Information shall use the same care and discretion to avoid disclosure, publication or dissemination of the Discloser's Information as it uses with its own similar information that it does not wish to disclose, publish or disseminate, and the Recipient may otherwise use the Discloser's Information solely for the purpose for which it was disclosed.

The Recipient may disclose confidential Information to any other party with the Discloser's prior written consent, as well as to the Recipient's employees, officials, representatives and agents who have a need to know such confidential Information solely for purposes of performing obligations under the Individual Contract. Subject to and without any waiver of the privileges and immunities of UNDP, the Individual contractor may disclose Information to the extent required by law, provided that the Individual contractor will give UNDP sufficient prior notice of a request for the disclosure of Information in order to allow UNDP to have a reasonable opportunity to take protective measures or such other action as may be appropriate before any such disclosure is made. UNDP may disclose Information to the extent as required pursuant to the Charter of the United Nations, resolutions or

regulations of the General Assembly or its other governing bodies, or rules promulgated by the Secretary-General.

The Recipient shall not be precluded from disclosing Information that is obtained by the Recipient from a third party without restriction, is disclosed by the Discloser to a third party without any obligation of confidentiality, is previously known by the Recipient, or at any time is developed by the Recipient completely independently of any disclosures hereunder. These obligations and restrictions of confidentiality shall be effective during the term of the Individual Contract, including any extension thereof, and, unless otherwise provided in the Individual Contract, shall remain effective following any termination of the Individual Contract.

5. TRAVEL, MEDICAL CLEARANCE, AND SERVICE INCURRED DEATH, INJURY OR ILLNESS.

If the Individual contractor is required by UNDP to travel beyond commuting distance from the Individual contractor's usual place of residence, and upon prior written agreement, such travel shall be at the expense of UNDP. Such travel shall be at economy care when by air. UNDP may require the Individual contractor to submit a Statement of Good Health from a recognized physician prior to commencement of work in any offices or premises of UNDP or before engaging in any travel required by UNDP or connected with the performance of the Individual Contract. The Individual contractor shall provide such a Statement of Good Health as soon as practicable following such request, and prior to engaging in any such travel, and the Individual contractor warrants the accuracy of any such Statement, including, but not limited to, confirmation that the Individual contractor has been fully informed regarding the requirements for inoculations for the country or countries to which travel may be authorized.

In the event of the death, injury or illness of the Individual contractor which is attributable to the performance of services on behalf of UNDP under the terms of the Individual Contract while the Individual contractor is traveling at UNDP expense or is performing any services under the Individual Contract in any offices or premises of UNDP, the Individual contractor or the Individual contractor's dependants, as appropriate, shall be entitled to compensation equivalent to that provided under the UNDP insurance policy, available upon request.

6. PROHIBITION ON ASSIGNMENT; MODIFICATIONS

The Individual contractor may not assign, delegate, transfer, pledge or make any other disposition of the Individual Contract, of any part thereof, or of any of the rights, claims or obligations under the Individual Contract except with the prior written authorization of UNDP, and any attempt to do so shall be null and void. The terms or conditions of any supplemental undertakings, licences or other forms of Individual Contract concerning any goods or services to be provided under the Individual Contract shall not be valid and enforceable against UNDP nor in any way shall constitute an Individual Contract by UNDP thereto, unless any such undertakings, licences or other forms of Individual Contract are the subject of a valid written undertaking by UNDP. No modification or change in the Individual Contract shall be valid and enforceable against UNDP unless provided by means of a valid written amendment to the Individual Contract signed by the Individual contractor and an authorized official or appropriate contracting authority of UNDP.

7. SUBCONTRACTORS

In the event that the Individual contractor requires the services of subcontractors to perform any obligations under the Individual Contract, the Individual contractor shall obtain the prior written approval of UNDP for any such subcontractors. UNDP may, in its sole discretion, reject any proposed subcontractor or require such subcontractor's removal without having to give any justification therefore, and such rejection shall not entitle the Individual contractor to claim any delays in the performance, or to assert any excuses for the non-performance, of any of its obligations under the

Individual Contract. The Individual contractor shall be solely responsible for all services and obligations performed by its subcontractors. The terms of any subcontract shall be subject to, and shall be construed in a manner that is fully in accordance with, all of the terms and conditions of the Individual Contract.

8. USE OF NAME, EMBLEM OR OFFICIAL SEAL OF THE UNITED NATIONS

The Individual contractor shall not advertise or otherwise make public for purposes of commercial advantage or goodwill that it has a contractual relationship with UNDP, nor shall the Individual contractor, in any manner whatsoever, use the name, emblem or official seal of UNDP, or any abbreviation of the name of UNDP, in connection with its business or otherwise without the written permission of UNDP.

9. INDEMNIFICATION

The Individual contractor shall indemnify, defend, and hold and save harmless UNDP, and its officials, agents and employees, from and against all suits, proceedings, claims, demands, losses and liability of any kind or nature, including, but not limited to, all litigation costs and expenses, attorney's fees, settlement payments and damages, based on, arising from, or relating to: (a) allegations or claims that the use by UNDP of any patented device, any copyrighted material or any other goods or services provided to UNDP for its use under the terms of the Individual Contract, in whole or in part, separately or in combination, constitutes an infringement of any patent, copyright, trademark or other intellectual property right of any third party; or (b) any acts or omissions of the Individual contractor, or of any subcontractor or anyone directly or indirectly employed by them in the performance of the Individual Contract, which give rise to legal liability to anyone not a party to the Individual Contract, including, without limitation, claims and liability in the nature of a claim for workers' compensation.

10. INSURANCE

The Individual contractor shall pay UNDP promptly for all loss, destruction or damage to the property of UNDP caused by the Individual contractor, or of any subcontractor, or anyone directly or indirectly employed by them in the performance of the Individual Contract. The individual contractor shall be solely responsible for taking out and for maintaining adequate insurance required to meet any of its obligations

under the Individual Contract, as well as for arranging, at the Individual contractor's sole expense, such life, health and other forms of insurance as the Individual contractor may consider to be appropriate to cover the period during which the Individual contractor provides services under the Individual Contract. The Individual contractor acknowledges and agrees that none of the insurance arrangements the Individual contractor may make shall, in any way, be construed to limit the Individual contractor's liability arising under or relating to the Individual Contract.

11. ENCUMBRANCES AND LIENS

The Individual contractor shall not cause or permit any lien, attachment or other encumbrance by any person to be placed on file or to remain on file in any public office or on file with UNDP against any monies due to the Individual contractor or to become due for any work done or against any goods supplied or materials furnished under the Individual Contract, or by reason of any other claim or demand against the Individual contractor.

12. FORCE MAJEURE; OTHER CHANGES IN CONDITIONS

In the event of and as soon as possible after the occurrence of any cause constituting force majeure, the Individual contractor shall give notice and full particulars in writing to UNDP of such occurrence or cause if the Individual contractor is thereby rendered unable, wholly or in part, to perform its obligations and meet its responsibilities under the Individual Contract. The Individual contractor shall also notify UNDP of any other changes in conditions or the occurrence of any event, which interferes or threatens to interfere with its performance of the Individual Contract. Not more than fifteen (15) days following the provision of such notice of force majeure or other changes in conditions or occurrence, the Individual contractor shall also submit a statement to UNDP of estimated expenditures that will likely be incurred for the duration of the change in conditions or the event. On receipt of the notice or notices required hereunder, UNDP shall take such action as it considers, in its sole discretion, to be appropriate or necessary in the circumstances, including the granting to the Individual contractor of a reasonable extension of time in which to perform any obligations under the Individual Contract.

If the Individual contractor is rendered permanently unable, wholly or in part, by reason of force majeure to perform its obligations and meet its responsibilities under the Individual Contract, UNDP shall have the right to suspend or terminate the Individual Contract on the same terms and conditions as are provided for below, under "Termination", except that the period of notice shall be five (5) days instead of any other period of notice. In any case, UNDP shall be entitled to consider the Individual contractor permanently unable to perform its obligations under the Individual Contract in the case of the Individual contractor's suffering any period of suspension in excess of thirty (30) days. Force majeure as used herein means any unforeseeable and irresistible act of nature, any act of war (whether declared or not), invasion, revolution, insurrection, or any other acts of a similar nature or force, provided that such acts arise from causes beyond the control and without the fault or negligence of the Individual contractor. The Individual contractor acknowledges and agrees that, with respect to any obligations under the Individual Contract that the Individual contractor must perform in or for any areas in which UNDP is engaged in, preparing to engage in, or disengaging from any peacekeeping, humanitarian or similar operations, any delay or failure to perform such obligations arising from or relating to harsh conditions within such areas or to any incidents of civil unrest occurring in such areas shall not, in and of itself, constitute force majeure under the Individual Contract.

13. TERMINATION

Either party may terminate the Individual Contract, in whole or in part, upon giving written notice to the other party. The period of notice shall be five (5) days in the case of Individual Contracts for a total period of less than two (2) months and fourteen (14) days in the case of contracts for a longer period. The initiation of conciliation or arbitral proceedings, as provided below, shall not be deemed to be a "cause" for or otherwise to be in itself a termination of the Individual Contract.

UNDP may, without prejudice to any other right or remedy available to it, terminate the Individual Contract forthwith in the event that: (a) the Individual contractor is adjudged bankrupt, or is liquidated, or becomes insolvent, applies for moratorium or stay on any payment or repayment obligations, or applies to be declared insolvent; (b) the Individual contractor is granted a moratorium or a stay or is declared insolvent; the Individual contractor makes an assignment for the benefit of one or more of its creditors; (c) a Receiver is appointed on account of the insolvency of the Individual contractor ; (d) the Individual contractor offers a settlement in lieu of bankruptcy or receivership; or (e) UNDP reasonably determines that the Individual contractor has become subject to a materially adverse change in its financial condition that threatens to endanger or otherwise substantially affect the ability of the Individual contractor to perform any of its obligations under the Individual Contract. In the event of any termination of the Individual Contract, upon receipt of notice of termination by UNDP, the Individual contractor shall, except as may be directed by UNDP in the notice of

termination or otherwise in writing: (a) take immediate steps to bring the performance of any obligations under the Individual Contract to a close in a prompt and orderly manner, and in doing so, reduce expenses to a minimum; (b) refrain from undertaking any further or additional commitments under the Individual Contract as of and following the date of receipt of such notice; (c) deliver all completed or partially completed plans, drawings, information and other property that, if the Individual Contract had been completed, would be required to be furnished to UNDP thereunder; (d) complete performance of the work not terminated; and (e) take any other action that may be necessary, or that UNDP may direct in writing, for the protection and preservation of any property, whether tangible or intangible, related to the Individual Contract that is in the possession of the Individual contractor and in which UNDP has or may be reasonably expected to acquire an interest. In the event of any termination of the Individual Contract, UNDP shall only be liable to pay the Individual contractor compensation on a pro rata basis for no more than the actual amount of work performed to the satisfaction of UNDP in accordance with the requirements of the Individual Contract. Additional costs incurred by UNDP resulting from the termination of the Individual Contract by the Individual contractor may be withheld from any amount otherwise due to the Individual contractor from UNDP.

14. NON-EXCLUSIVITY

UNDP shall have no obligation respecting, and no limitations on, its right to obtain goods of the same kind, quality and quantity, or to obtain any services of the kind described in the Individual Contract, from any other source at any time.

15. TAXATION

Article II, section 7, of the Convention on the Privileges and Immunities of the United Nations provides, inter alia, that the United Nations, including its subsidiary organs, is exempt from all direct taxes, except charges for public utility services, and is exempt from customs restrictions, duties and charges of a similar nature in respect of articles imported or exported for its official use. In the event any governmental authority refuses to recognize the exemptions of the United Nations from such taxes, restrictions, duties or charges, the Individual contractor shall immediately consult with UNDP to determine a mutually acceptable procedure. UNDP shall have no liability for taxes, duties or other similar charges payable by the Individual contractor in respect of any amounts paid to the Individual contractor under this Individual Contract, and the Individual contractor acknowledges that UNDP will not issue any statements of earnings to the Individual contractor in respect of any such payments.

16. AUDIT AND INVESTIGATION

Each invoice paid by UNDP shall be subject to a post-payment audit by auditors, whether internal or external, of UNDP or by other authorized and qualified agents of UNDP at any time during the term of the Individual Contract and for a period of two (2) years following the expiration or prior termination of the Individual Contract. UNDP shall be entitled to a refund from the Individual contractor for any amounts shown by such audits to have been paid by UNDP other than in accordance with the terms and conditions of the Individual Contract.

The Individual contractor acknowledges and agrees that, from time to time, UNDP may conduct investigations relating to any aspect of the Individual Contract or the award thereof, the obligations performed under the Individual Contract, and the operations of the Individual contractor generally relating to performance of the Individual Contract. The right of UNDP to conduct an investigation and the Individual

contractor's obligation to comply with such an investigation shall not lapse upon expiration or prior termination of the Individual Contract. The Individual contractor shall provide its full and timely cooperation with any such inspections, post-payment audits or investigations. Such cooperation shall

include, but shall not be limited to, the Individual contractor's obligation to make available its personnel and any relevant documentation for such purposes at reasonable times and on reasonable conditions and to grant to UNDP access to the Individual contractor's premises at reasonable times and on reasonable conditions in connection with such access to the Individual contractor's personnel and relevant documentation. The Individual contractor shall require its agents, including, but not limited to, the Individual contractor's attorneys, accountants or other advisers, to reasonably cooperate with any inspections, post-payment audits or investigations carried out by UNDP hereunder.

17. SETTLEMENT OF DISPUTES

Amicable Settlement: UNDP and the Individual contractor shall use their best efforts to amicably settle any dispute, controversy or claim arising out of the Individual Contract or the breach, termination or invalidity thereof. Where the parties wish to seek such an amicable settlement through conciliation, the conciliation shall take place in accordance with the Conciliation Rules then obtaining of the United Nations Commission on International Trade Law ("UNCITRAL"), or according to such other procedure as may be agreed between the parties in writing.

Arbitration: Any dispute, controversy or claim between the parties arising out of the Individual Contract, or the breach, termination, or invalidity thereof, unless settled amicably, as provided above, shall be referred by either of the parties to arbitration in accordance with the UNCITRAL Arbitration Rules then obtaining. The decisions of the arbitral tribunal shall be based on general principles of international commercial law. For all evidentiary questions, the arbitral tribunal shall be guided by the Supplementary Rules Governing the Presentation and Reception of Evidence in International Commercial Arbitration of the International Bar Association, 28 May 1983 edition. The arbitral tribunal shall be empowered to order the return or destruction of goods or any property, whether tangible or intangible, or of any confidential information provided under the Individual Contract, order the termination of the Individual Contract, or order that any other protective measures be taken with respect to the goods, services or any other property, whether tangible or intangible, or of any confidential information provided under the Individual Contract, as appropriate, all in accordance with the authority of the arbitral tribunal pursuant to Article 26 ("Interim Measures of Protection") and Article 32 ("Form and Effect of the Award") of the UNCITRAL Arbitration Rules. The arbitral tribunal shall have no authority to award punitive damages. In addition, unless otherwise expressly provided in the Individual Contract, the arbitral tribunal shall have no authority to award interest in excess of the London Inter-Bank Offered Rate ("LIBOR") then prevailing, and any such interest shall be simple interest only. The parties shall be bound by any arbitration award rendered as a result of such arbitration as the final adjudication of any such dispute, controversy or claim.

18. LIMITATION ON ACTIONS

Except with respect to any indemnification obligations in Article 7, above, or as are otherwise set forth in the Individual Contract, any arbitral proceedings in accordance with Article 17 above, arising out of the Individual Contract must be commenced within three years after the cause of action has accrued.

The Parties further acknowledge and agree that, for these purposes, a cause of action shall accrue when the breach actually occurs, or, in the case of latent defects, when the injured Party knew or should have known all of the essential elements of the cause of action, or in the case of a breach of warranty, when tender of delivery is made, except that, if a warranty extends to future performance of the goods or any process or system and the discovery of the breach consequently must await the time when such goods or other process or system is ready to perform in accordance with the requirements of the Individual Contract, the cause of action accrues when such time of future performance actually begins.

19. PRIVILEGES AND IMMUNITIES

Nothing in or relating to the Individual Contract shall be deemed a waiver, express or implied, of any of the privileges and immunities of the United Nations, including its subsidiary organs.